



AGF Syndicat Démocratique des Employés Mécontents

Tél 01 58 85 23 12

Le 4 mars 2008

Contact mail : lettre_personnelle@voila.fr
(à ne pas joindre de votre poste de travail AGF)

Un plan de suppressions d'emplois déguisé

Ce que la direction a annoncé lors du CEC du 20 février.

1) La direction veut fermer quatre sites sur lesquels travaillent 200 salariés (Reims, Grenoble, Nice, Montpellier).

Qu'envisage la direction pour nos 200 collègues ?

- Mobilité et reclassement pour ceux qui rejoindront d'autres sites et délégations (la direction paye certes le déménagement...mais elle ne retrouve pas d'emploi au conjoint obligé de quitter son entreprise !)
- Preretraite éventuelle pour ceux qui seraient dans la tranche d'âge requise
- Plan «social» et licenciements secs pour celles et ceux qui ne seront pas préretraitables et n'auront pas accepté la mobilité

Les AGF, une compagnie richissime qui a fait près de 2 milliards d'euros de bénéfice en 2007 ose affirmer qu'elle ne pourrait faire autrement que de licencier en final des salariés.

Ce devrait être interdit !

2) 2000 salariés « gestionnaires » (près de 25% de l'effectif hors commerciaux) verraient leur travail disparaître complètement d'ici 2011 et seraient dans l'obligation de se reclasser.

Ce qui se cache derrière ce plan

Ce que la direction déguise en «plan de compétitivité» et, encore plus fort, en «plan de formation» des 2000 personnes, plan pour lequel elle prétend faire des «efforts» qu'elle présente comme exceptionnels, n'est en réalité qu'un grand plan de suppressions de postes et d'emplois sur plusieurs années.

Elle traite 2000 salariés comme des pions. Elle veut supprimer leurs postes, les déplacer à sa guise et, pour les plus anciens, les jeter comme des citrons une fois qu'elle les a pressés !

Des activités entières sont transférées ici où là suivant un plan dont la logique échappe à tout le monde.

Et que propose concrètement la direction à ces 2000 salariés ?

Quelque chose dont tous les anciens d'Allianz-France de 1992-1993 se souviennent très bien.

Rien d'autre que de chercher, après des dizaines d'années de travail, un emploi dans leur propre entreprise :

Il faudrait prendre des RDV, se rendre à des entretiens, faire des CV, postuler, entrer en concurrence avec les collègues pour l'attribution d'un poste, s'entendre dire qu'on est déjà le cinquième postulant, qu'on n'a pas le profil ou bien qu'on n'est peut-être pas dans les âges qu'il faudrait, etc...

On a déjà vu ça récemment pour quelques secteurs concernant plusieurs dizaines de salariés (la DDOV Paris, par exemple), mais maintenant, ce ne sont pas moins de 2000 salariés qui seraient « remis à disposition » de la DRH, déstabilisés, fragilisés.

Car, ne nous y trompons pas, ce n'est pas d'un «plan de formation» dont il s'agit mais d'un véritable plan de déstabilisation.

Dans quel but ? Pas besoin d'être devin pour le comprendre.

A travers cette restructuration géante qui succède à d'incessantes réorganisations depuis 1999, à la détérioration des conditions de travail, la direction chamboule complètement et secoue dans tous les sens 2000 salariés pour les écoeuver...et en perdre le maximum au tournant.

Elle annonce officiellement à Paris 700 postes de gestionnaires à supprimer d'ici 2011 par le biais de retraites ou de turn-over.

Au même moment à Munich un porte-parole d'Allianz qui a peut-être craché le morceau par erreur le 21 février, en a annoncé, lui, 2000 à supprimer dans les cinq ans.

La direction des AGF à Paris prétend aujourd'hui que cette annonce d'Allianz à Munich serait «une erreur de traduction» !

Tout cela, bien sûr, se ferait sans «licenciement sec», rien qu'avec des départs «naturels» ou «volontaires», comme ils disent, pour mieux nous entourlouper.

Mais nous savons tous très bien ce que des départs prétendument «volontaires» peuvent parfois signifier.

C'est comme en Allemagne où Allianz a déjà obtenu à ce jour avec ses restructurations, ses fermetures de délégations, ses transferts de travail, la suppression de 5700 emplois (rien que des «volontaires» !) comme le rappelait un article de l'Argus de l'Assurance du 22 février qui se posait la question de savoir si ce n'était pas un plan exactement du même type qui allait être appliqué en France.

Alors, il n'y a aucune raison de croire à la propagande de la direction qui veut nous rassurer depuis deux semaines sur ses intentions.

D'ailleurs, quel crédit accorder aux promesses d'un PDG dont le départ est prévu dans le courant de l'année 2008, depuis qu'il a investi une partie des bénéfices de ses stock-options pour devenir dirigeant-associé d'une autre société ? Quel crédit accorder aux promesses d'un autre PDG, celui d'Allianz, connu justement pour avoir liquidé des milliers d'emplois et contre lequel nos collègues allemands se sont mis en grève et ont manifesté de nombreuses fois ?

Ce n'est pas nous rassurer que la direction souhaite mais nous endormir pour nous empêcher de comprendre, de discuter entre nous, de réfléchir ensemble aux sales coups qu'elle prépare et aux moyens d'y répondre.

Eh bien, montrons-lui que nous ne sommes pas dupes et discutons partout dans les secteurs directement frappés et ailleurs, pour comprendre et après mieux nous défendre.

Que signifient donc vraiment les annonces faites au CEC ?

Les AGF, Allianz, parmi les entreprises les plus riches d'Europe (8 milliards d'euros de bénéfice pour Allianz en 2007 !) veulent supprimer des emplois, des sites en province, sacrifiés sur l'autel des profits, des dividendes versés aux actionnaires.

Quelle est la logique ?

Uniquement faire plus de profits immédiats sans tenir aucun compte des intérêts des salariés et des besoins de la société.

Qu'est ce qu'une société qui passe son temps à se débarrasser d'une partie du monde du travail sans embaucher les jeunes dont 25% sont officiellement sans emplois ?

C'est avant la catastrophe que nous avons la force potentielle de nous opposer collectivement à des projets.

Alors même si nous ne connaissons pas encore tous les détails, il vaut mieux que nous montrions notre volonté de ne pas accepter de nous laisser défaire par petits bouts, de ne pas nous livrer sans combat.

C'est avant tout la conscience de ce qui se prépare contre NOUS TOUS, les 200 des sites qu'ils veulent fermer, les 2000 aux postes qu'ils veulent supprimer demain, les rescapés pour l'instant, qui nous permettra d'éviter le pire et même d'imposer le plus vivable.